

Annexe

Commission paritaire de l'industrie hôtelière

Convention collective de travail du 29 août 1984

Modification de la convention collective de travail du 18 février 1983, modifiée par celle du 21 novembre 1983 concernant l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi

Article 1er. L'article 5 de la convention collective de travail du 18 février 1983, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière concernant l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, modifié par la convention collective de travail du 21 novembre 1983, conclue au sein de la même commission, rendues respectivement obligatoires par les arrêtés royaux des 20 juillet 1983 et 5 mars 1984, est complété par les dispositions suivantes :

« le nombre total des journées de travail et des journées assimilées ainsi que les journées chômées pour cause d'intempéries et de gel, à l'exception des journées de chômage partiel dû au manque de travail résultant de causes économiques déclaré à l'Office national de sécurité sociale tel qu'il est établi par les déclarations « O.N.S.S. » devra être en augmentation :

— pour le premier trimestre 1984, par rapport aux déclarations « O.N.S.S. » du premier trimestre 1982;

— pour le deuxième trimestre 1984, par rapport aux déclarations « O.N.S.S. » du deuxième trimestre 1982;

— pour le troisième trimestre 1984, par rapport aux déclarations « O.N.S.S. » du troisième trimestre 1982;

— pour le quatrième trimestre 1984, par rapport aux déclarations « O.N.S.S. » du quatrième trimestre 1982;

Art. 2. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1983 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1984.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 janvier 1985.

Le Ministre de l'Emploi et du travail,

M. HANSENNE

Bijlage

Paritair Comité voor het hotelbedrijf

Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 augustus 1984

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 februari 1983, gewijzigd bij deze van 21 november 1983 betreffende de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling

Artikel 1. Artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 februari 1983, gesloten in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf betreffende de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 november 1983, gesloten in hetzelfde paritair comité, respectievelijk algemeen verbindend verklaard bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1983 en 5 maart 1984, wordt aangevuld met volgende bepalingen :

« het totaal aantal arbeids- en gelijkgestelde dagen evenals de dagen werkloosheid wegens slecht weer en vorst, met uitzondering van de dagen van gedeeltelijke werkloosheid te wijten aan gebrek aan werk om economische redenen, dat aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid werd aangegeven zoals vastgesteld in de « R.S.Z. »-aangiften zal moeten stijgen :

— voor het eerste kwartaal 1984, in vergelijking met de « R.S.Z. »-aangiften van het eerste kwartaal 1982;

— voor het tweede kwartaal 1984, in vergelijking met de « R.S.Z. »-aangiften van het tweede kwartaal 1982;

— voor het derde kwartaal 1984, in vergelijking met de « R.S.Z. »-aangiften van het derde kwartaal 1982;

— voor het vierde kwartaal 1984, in vergelijking met de « R.S.Z. »-aangiften van het vierde kwartaal 1982 »;

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1983 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1984.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 januari 1985.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE

F. 85 — 188

1^{er} FEVRIER 1985. — Décret relatif à la rationalisation du secteur de la distribution de l'électricité et du gaz

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La commune sur le territoire de laquelle la distribution d'électricité et/ou de gaz est assurée, soit par plusieurs associations de communes, soit en partie par une régie et/ou un service communal et en partie par une ou plusieurs associations de communes, doit confier ces activités d'utilité publique :

— soit à la ou à une des associations de communes à laquelle elle est affiliée;

— soit à une association de communes composée exclusivement de pouvoirs publics et desservant au moins une commune limitrophe;

— soit à une régie ou à un service communal existant ou à créer.

Toutefois, si la commune est affiliée à une ou à des associations de communes composées exclusivement de pouvoirs publics, elle doit confier les activités publiques en cause :

— soit à cette ou à une de ces associations;

— soit à une régie ou à un service communal existant ou à créer.

Art. 1bis. L'Exécutif Régional Wallon peut accorder une dérogation à l'obligation de choix prévu à l'article 1er à la demande motivée d'une commune affiliée à une ou à des associations de communes composées exclusivement de pouvoirs publics et ne desservant pas plus de 10 p.c. de la population.

Une dérogation ne peut entraîner une réduction du ressort des associations de communes composées exclusivement de pouvoirs publics sur le territoire de la commune demanderesse.

La demande doit être introduite dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

L'absence de décision de l'Exécutif Régional Wallon dans le mois qui suit l'introduction de la demande par la commune, équivaut à un accord.

Art. 2. La commune sur le territoire de laquelle la distribution d'électricité et/ou de gaz est assurée par une association de communes composée de pouvoirs publics et de personnes privées, peut confier ces activités d'utilité publique à une association de communes composée exclusivement de pouvoirs publics et desservant au moins une commune limitrophe.

Art. 3. En vue de se conformer au présent décret, les communes sont autorisées à se retirer de la ou des associations de communes auxquelles elles sont affiliées, notwithstanding toutes dispositions conventionnelles contraires.

Sans préjudice des articles 5 et 7, ces retraits ne donnent pas lieu à indemnisation eu égard au caractère non lucratif des associations de communes.

Art. 4. § 1er. Les décisions prises par les communes en application des articles 1 et 2 doivent intervenir dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

Si une des communes visées à l'article 1er n'a pas exercé son choix endéans ce délai, la décision est prise par l'Exécutif Régional Wallon dans les trois mois.

§ 2. Toutefois, les décisions prises par les communes qui n'ont pu obtenir la dérogation de l'Exécutif visée à l'article 1bis, doivent intervenir dans un délai de deux mois prenant cours à la date de la notification de la décision de refus.

A défaut, la décision est prise dans le mois par l'Exécutif Régional Wallon.

Art. 5. § 1er. Lors du retrait d'une commune d'une association de communes, les installations destinées à son usage exclusif et appartenant à ladite association, lui sont transférées de plein droit. Ce transfert de propriété emporte celui des droits et obligations attachés aux biens transférés.

La valeur de ces installations est fixée conformément à l'article 7.

Si la commune décide de confier l'activité d'utilité publique à une autre association de communes, elle fait apport desdites installations, en propriété ou en jouissance, à cette autre association.

§ 2. Pour les installations qui ne sont pas destinées à son usage exclusif, la commune paie sa quote-part dans les obligations financières souscrites par l'association de communes de laquelle elle se retire.

Si la commune décide de confier l'activité d'utilité publique à une autre association de communes, celle-ci reprend la quote-part de la commune dans les obligations financières visées à l'alinéa précédent.

Art. 6. Lorsqu'une commune décide de mettre fin aux activités d'une régie ou d'un service communal en vue de les confier à une association de communes, elle fait apport, en propriété ou en jouissance, à ladite association des installations affectées à la régie ou au service communal et ce, conformément aux statuts de l'association cessionnaire.

La valeur de ces installations est fixée conformément à l'article 7.

Art. 7. La valeur des installations reprises ou apportées en application des articles 5 et 6 ainsi que la quote-part visée à l'article 5 § 2, sont fixées à dire d'expert. Seule la valeur réelle des biens meubles et immeubles peut être prise en considération.

De cette valeur, sont déduites les réserves mathématiques nécessaires à la constitution des rentes en cours et des rentes en voie de formation pour le personnel actif et pensionné repris par le cessionnaire pour autant que les charges y afférentes soient transférées à la société cessionnaire.

Le montant de cette réserve sera affecté par le cessionnaire à la garantie du paiement des droits de pension du personnel transféré.

Art. 8. Les conséquences financières ainsi que les liquidations consécutives au retrait d'une commune de toute association de communes à laquelle elle était affiliée doivent être réglées dans les douze mois à compter de la décision, soit du Conseil Communal, soit de l'Exécutif Régional Wallon, selon le cas, l'exploitation étant assurée par le nouvel organisme au plus tard à l'expiration de ce délai.

Art. 9. L'Exécutif Régional Wallon adresse au Conseil Régional Wallon, avant le 1er décembre de chaque année, un rapport sur l'organisation et le fonctionnement des intercommunales.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1er février 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 85 — 188

1. FEBRUAR 1985. — Dekret über die Rationalisierung des Strom- und Gasversorgungssektors

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

Artikel 1. Die Gemeinde, auf deren Gebiet die Strom- und/oder Gasversorgung entweder von mehreren Gemeindevereinigungen oder teilweise von einer Regie und/oder einem Gemeindedienst und teilweise von einer oder mehreren Gemeindevereinigungen sichergestellt wird, muss diese Tätigkeiten allgemeinen Nutzens einer der folgenden Einrichtungen anvertrauen:

— entweder der Gemeindevereinigung oder einer der Gemeindevereinigungen denen sie angehört;

— oder einer Gemeindevereinigung, die ausschliesslich aus Behörden besteht und mindestens eine benachbarte Gemeinde versorgt;

— oder einer Regie oder einem Gemeindedienst, (die) der bereits besteht oder noch zu schaffen ist.

Wenn die Gemeinde einer oder mehreren Gemeindevereinigungen angehört, die ausschliesslich aus Behörden bestehen, muss sie jedoch die betreffenden Tätigkeiten allgemeinen Nutzens einer der folgenden Einrichtungen anvertrauen;

— entweder dieser oder einer dieser Vereinigungen;

— oder einer Regie oder einem Gemeindedienst, (die) der bereits besteht oder noch zu schaffen ist.

Art. 1bis Die Wallonische Regionalexekutive kann eine Abweichung von der in Artikel 1 auferlegten Wahl gewähren, wenn eine Gemeinde, Mitglied einer oder mehrerer Gemeindevereinigungen, die ausschliesslich aus Behörden bestehen und nicht mehr als 10‰ der Bevölkerung versorgen, einen begründeten Antrag einreicht.

Die Abweichung darf nicht dazu führen, dass der Aufgabenbereich ausschliesslich aus Behörden bestehender Gemeindevereinigungen auf dem Gebiet der beantragenden Gemeinde verringert wird.

Der Antrag muss innerhalb der drei Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht werden.

Das Ausbleiben eines Beschlusses seitens der Wallonischen Regionalexekutive innerhalb des Monats nach Einreichung des Antrags der Gemeinde korrt mit einem Einverständnis gleich.

Art. 2. Die Gemeinde, auf deren Gebiet die Strom- und/oder Gasversorgung von einer Gemeindevereinigung sichergestellt wird, die aus Behörden und Privatpersonen besteht, kann diese Tätigkeiten allgemeinen Nutzens einer Gemeindevereinigung anvertrauen, die ausschliesslich aus Behörden besteht und mindestens eine benachbarte Gemeinde versorgt.

Art. 3. Damit sich die Gemeinden nach dem vorliegenden Dekret richten können, dürfen sie sich ungeachtet jeglicher gegenteiliger konventionaler Bestimmung von der oder den Gemeindevereinigungen, denen sie angehören, zurückziehen.

Unbeschadet der Artikel 5 und 7 geben diese Rücktritte keinen Anlass zu einer Entschädigung, da die Gemeindevereinigungen keinen Erwerbzzweck verfolgen.

Art. 4. § 1. Die in Anwendung der Artikel 1 und 2 von den Gemeinden getroffenen Entscheidungen müssen innerhalb der drei Monate nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erfolgen.

Wenn eine der in Artikel 1 gemeinten Gemeinden innerhalb dieser Frist ihre Wahl nicht getroffen hat, entscheidet die Wallonische Regionalexekutive innerhalb dreier Monate.

§ 2. Die Gemeinden, die die in Artikel 1 *bis* erwähnte Abweichung der Exekutive nicht erhalten konnten, müssen sich jedoch innerhalb zweier Monate ab dem Tage, an dem ihnen der Ablehnungsbeschluss zugestellt wurde, entscheiden.

In Ermangelung dessen wird die Entscheidung innerhalb des Monats von der Regionalexekutive getroffen.

Art. 5. Beim Rücktritt einer Gemeinde aus einer Gemeindevereinigung werden die Anlagen, die für ihren ausschliesslichen Gebrauch bestimmt sind und der besagten Vereinigung gehören, ihr von Rechts wegen übertragen. Diese Eigentumsübertragung bewirkt gleichzeitig eine Übertragung der Rechte und Pflichten, die mit den übertragenen Gütern verbunden sind.

Der Wert dieser Anlagen wird gemäss Artikel 7 festgelegt.

Wenn die Gemeinde beschliesst, die Tätigkeit allgemeinen Nutzens einer anderen Gemeindevereinigung anzuvertrauen, dann bringt sie besagte Anlagen als Eigentum oder zur Nutzniessung in diese andere Vereinigung ein.

§ 2. Für die Anlagen, die nicht für ihren ausschliesslichen Gebrauch bestimmt sind, zahlt die Gemeinde ihren Anteil an den finanziellen Verpflichtungen, die die Gemeindevereinigung, von der sie sich zurückzieht, eingegangen ist.

Wenn die Gemeinde beschliesst, die Tätigkeit allgemeinen Nutzens einer anderen Gemeindevereinigung anzuvertrauen, übernimmt diese den Anteil, der Gemeinde an den im vorangehenden Absatz erwähnten Verpflichtungen.

Art. 6. Wenn eine Gemeinde beschliesst, die Tätigkeiten einer Regie oder eines Gemeindedienstes einzustellen, um sie einer Gemeindevereinigung anzuvertrauen, bringt sie die Anlagen, die für die Regie oder den Gemeindedienst bestimmt waren, als Eigentum oder zur Nutzniessung in die besagte Vereinigung ein, und zwar gemäss den Satzungen der Übernehmervereinigung.

Der Wert dieser Anlagen wird gemäss Artikel 7 festgelegt.

Art. 7. Der Wert der in Anwendung der Artikel 5 und 6 übernommenen oder eingebrachten Anlagen sowie des in Artikel 5 § 2 gemeinten Anteils wird nach dem Urteil eines Experten festgelegt. Nur der Realwert der beweglichen und unbeweglichen Güter darf berücksichtigt werden.

Von diesem Wert wird das nötige Deckungskapital für die Bestellung der laufenden Renten oder der künftig fällig werdenden Renten des vom Übernehmer übernommenen aktiven und pensionierten Personals abgezogen, sofern die einschlägigen Lasten der Übernehmergesellschaft übertragen werden.

Den Betrag dieser Reserve bestimmt der Übernehmer für die Garantie der Zahlung der Pensionsrechte des übernommenen Personals.

Art. 8. Die finanziellen Folgen sowie die Liquidationen, die aus dem Rücktritt einer Gemeinde aus jeglicher Gemeindevereinigung, der sie angehört, hervorgehen, müssen innerhalb der zwölf Monate ab dem Beschluss entweder des Gemeinderates oder gegebenenfalls der Wallonischen Regionalexekutive geregelt werden, und die neue Einrichtung muss die Betriebsführung spätestens nach Ablauf dieser Frist übernommen haben.

Art. 9. Vor dem 1. Dezember eines jeden Jahres reicht die Wallonische Regionalexekutive einen Bericht über die Organisation und die Arbeitsweise der Interkommunalen beim Wallonischen Regionalrat ein.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 1. Februar 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 85 — 188

1 FEBRUARI 1985. — Decreet betreffende de rationalisering van de sector voor de distributie van electriciteit en gas

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De gemeente op het grondgebied waarvan de distributie van electriciteit en/of gas wordt verzekerd hetzij door verscheidene intercommunale verenigingen, hetzij ten dele door een gemeentebedrijf en/of dienst en ten dele door één of meerdere intercommunale verenigingen moet die nutsactiviteiten toevertrouwen aan :

— hetzij de vereniging van gemeenten waarbij ze is aangesloten of aan één onder hen;

— hetzij een vereniging van gemeenten bestaande uitsluitend uit openbare besturen die haar bedrijvigheid uitoefent in ten minste één aangrenzende gemeente;

— hetzij een gemeentebedrijf of een reeds bestaande of nog op te richten gemeentedienst.

Wanneer evenwel de gemeente aangesloten is bij één of meerdere verenigingen van gemeenten bestaande uitsluitend uit openbare besturen, moet zij de desbetreffende nutsactiviteiten toevertrouwen aan :

— hetzij deze of één dezer verenigingen;

— hetzij een gemeentebedrijf of een reeds bestaande of nog op te richten gemeentedienst.

Art. 1 bis. De Waalse Gewestexecutieve kan een afwijking toestaan voor de verplichte keuze voorzien in artikel 1 op gemotiveerd verzoek van een gemeente die aangesloten is bij één of meerdere verenigingen van gemeenten bestaande uitsluitend uit openbare besturen en die niet meer dan 10 pct. van de bevolking bedient.

Een afwijking kan niet leiden tot een beperking van het ambtsgebied van de verenigingen van gemeenten bestaande uitsluitend uit openbare besturen op het grondgebied van de verzoekende gemeente.

Het verzoek dient ingediend te worden binnen de drie maanden volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Het gebrek aan een beslissing vanwege de Waalse Gewestexecutieve binnen de maand volgend op de voorlegging van het verzoek door de gemeenten wordt gelijkgesteld met een akkoord.

Art. 2. De gemeente op het grondgebied waarvan de distributie van electriciteit en/of gas verzekerd wordt door een vereniging van gemeenten bestaande uit openbare besturen en privé personen, kan deze nutsactiviteiten toevertrouwen aan een vereniging van gemeenten bestaande uitsluitend openbare besturen en die ten minste een aangrenzende gemeente bedient.

Art. 3. Met het oog op de naleving van dit decreet kunnen de gemeenten zich terugtrekken uit de vereniging van gemeenten of verenigingen van gemeenten waarbij zij zijn aangesloten niettegenstaande alle hiermee strijdige bij overeenkomst vastgestelde bepalingen.

Onverminderd de artikelen 5 en 7 geven deze terugtrekkingen geen aanleiding tot schadevergoeding gezien het feit dat de verenigingen van gemeenten geen winstoogmerk hebben.

Art. 4. § 1. De beslissingen genomen door de gemeenten in toepassing van de artikelen 1 en 2 moeten tot stand komen binnen de drie maanden volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Indien één der gemeenten bedoeld in artikel 1 binnen deze termijn geen keuze heeft gedaan, zal de beslissing binnen de drie maanden door de Waalse Gewestexecutieve worden genomen.

§ 2. Evenwel dienen de beslissingen genomen door de gemeenten, die geen afwijking hebben kunnen bekomen vanwege de Executieve zoals bedoeld in artikel 1 *bis*, tot stand te komen binnen een termijn van twee maanden ingaand op de datum van de bekendmaking van de afwijzende beslissing.

Bij gebreke hiervan wordt de beslissing binnen de maand door de Waalse Gewestexecutieve genomen.

Art. 5. § 1. Bij de uittreding van een gemeente uit een vereniging van gemeenten worden de installaties die bestemd zijn voor haar exclusief gebruik en die aan genoemde vereniging toebehoren haar van rechtswege overgedragen.

In deze eigendomsoverdracht is begrepen de overdracht van rechten en verplichtingen die aan de overgedragen goederen zijn verbonden.

De waarde van deze installaties is vastgesteld overeenkomstig artikel 7.

Indien de gemeente beslist de nutsactiviteit aan een andere vereniging van gemeenten toe te vertrouwen, dan brengt ze de eigendom van gendemde installaties in eigendom of in genot in deze andere vereniging.

§ 2. Voor de installaties die niet bestemd zijn voor haar exclusief gebruik, betaalt de gemeente haar aandeel in de financiële verplichtingen aangegaan door de vereniging van gemeenten waaruit zij zich terugtrekt.

Indien de gemeente beslist de nutsactiviteit aan een andere vereniging van gemeenten toe te vertrouwen, dan neemt deze het aandeel van de gemeente in de financiële verplichtingen bedoeld in het vorige lid over.

Art. 6. Wanneer een gemeente beslist een einde te maken aan de activiteiten van een gemeentebedrijf of -dienst ten einde deze aan een vereniging van gemeenten toe te vertrouwen, dan brengt zij de installaties bestemd voor het gemeentebedrijf of de gemeentedienst, in eigendom of in genot in de genoemde vereniging in.

De waarde van deze installaties is vastgesteld overeenkomstig artikel 7.

Art. 7. De waarde van de overgenomen of ingebrachte installaties in toepassing van de artikelen 5 en 6 alsook het in artikel 5, § 2 bedoelde aandeel wordt bij expertise vastgesteld. Enkel de werkelijke waarde van de roerende en onroerende goederen mag in aanmerking worden genomen.

Van deze waarde worden afgetrokken de wiskundige reserves die nodig zijn voor de vestiging van de lopende rentes en de te vestigen rente voor het actieve en op rust gestelde personeel dat door de overnemer wordt overgenomen door de overnemer voor zover de erop betrekking hebbende lasten aan de overnemende maatschappij worden overgedragen.

De overnemer zal het bedrag van deze reserve bestemmen voor de waarborg inzake betaling van de pensioen rechten van het overgedragen personeel.

Art. 8. De financiële gevolgen evenals de vereffeningen voortvloeiend uit de terugtrekking van een gemeente uit elke vereniging van gemeenten waarbij zij aangesloten was, moeten geregeld worden binnen de twaalf maanden te rekenen vanaf de beslissing genomen hetzij door de Gemeenteraad, hetzij de Waalse Gewestexecutieven, naargelang het geval. De uitbating zal verzekerd worden door de nieuwe instelling uiterlijk bij het verstrijken van die termijn.

Art. 9. Voor 1 december van elk jaar doet de Waalse Gewestexecutive een verslag over de organisatie en de werking van de vereniging van gemeenten aan de Waalse Gewestraad toekomen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 85 — 189

7 DECEMBRE 1984. — Arrêté de l'Exécutif modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 10 juin 1983 exécutant l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif du 16 mars 1983 portant création et organisation de districts socio-pédagogiques

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 16 mars 1983 portant création et organisation de districts socio-pédagogiques, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 10 juin 1983 exécutant l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif du 16 mars 1983, portant création et organisation de districts socio-pédagogiques;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Sur la proposition de notre Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif en date du 6 décembre 1984,

Arrêtons :

Article unique. Le premier alinéa de l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif du 10 juin 1983 exécutant l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif du 16 mars 1983 portant création et organisation de districts socio-pédagogiques est modifié comme suit :

« Lorsqu'il a été approuvé, le procès-verbal est adressé immédiatement à la Direction générale de l'Organisation des Etudes et à la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation de l'Administration de la Communauté française qui, dans les dix jours, le transmettent au Ministre avec leurs avis et considérations s'il echet. »

Bruxelles, le 7 décembre 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française,

R. URBAIN